

LE PROGRAMME POLITIQUE DE LA JEC

AMETTES 2007



EDUCATION et JEUNESSE

Afin de permettre une pérennité de la politique éducative en France, nous proposons un ministère de l'éducation nationale apolitique, où nous préconisons, dans le cadre de partenariats, une participation active des enseignants et des parents d'élèves.

En ce qui concerne les bourses, nous privilégierions une approche linéaire des revenus parentaux, abandonnant ainsi les échelons inadéquats. Cette revalorisation des bourses permettra une meilleure prise en compte des revenus des « classes moyennes », dont nous avons constaté une lourde baisse du pouvoir d'achat depuis quelques années.

Dans l'optique de résoudre les problèmes de logement chez les étudiants, nous souhaiterions créer une organisation centralisatrice ayant pour missions de faciliter l'information, de favoriser l'entraide entre étudiants et de développer des solutions alternatives telles que le partenariat entre jeunes et personnes âgées.

Nous envisageons de cadrer davantage les conventions de stage, valorisant les stagiaires en terme de cursus et de rémunérations. Nous souhaitons, par ailleurs, promouvoir les stages dès le collège en tant qu'outils concrets d'orientation.

Enfin, nous voudrions reformuler les orientations des structures d'accueil et de soutien consacrées aux jeunes dans le but d'utiliser au mieux les cadres périscolaires préexistants. Leur offrir davantage de moyens et d'outils pour la formation nous semble être une mesure essentielle.

Or, bien que sensibles au rôle majeur de la décentralisation des pouvoirs politiques aux régions et municipalités, nous demeurons sceptiques en matière de décentralisation de l'éducation et souhaiterions attirer l'attention de la population sur ses risques.



ENVIRONNEMENT

Dans un premier temps, nous préconisons une décentralisation en matière de production énergétique afin d'utiliser au mieux les ressources de nos régions et d'instaurer un bouquet énergétique varié, notamment auprès des particuliers et en privilégiant les énergies renouvelables.

Au sujet du nucléaire, admettre son utilité mais rouvrir le débat à propos du projet E.P.R. apparaissent comme un compromis indispensable dans le débat énergétique d'aujourd'hui.

Nous proposons d'autre part un droit international géré par une structure supranationale de type O.N.U. qui traiterait des questions environnementales. Parallèlement, nous souhaiterions adopter et imposer un principe de pollueur nettoyeur en cas de non-respect des accords internationaux mettant en danger l'avenir et l'équilibre de la planète et du vivant.

Les O.G.M. rentrent dans cette logique du respect du vivant touchant directement l'Homme. Sur ce point, nous acceptons le moratoire interdisant les cultures en plein champ et invitant à relancer un véritable débat scientifique ouvert.

Finalement, outre la présence d'une éthique environnementale dans les programmes scolaires, avec laquelle nous sommes en accord, nous souhaiterions de véritables moyens et une formation complète des enseignants afin de rendre efficace la sensibilisation à l'écologie dès le plus jeune âge.

POLITIQUE INTERNATIONALE

A l'échelle européenne, afin de relancer la dynamique européenne, nous demandons une révision en plusieurs étapes de la constitution européenne, en s'attachant à la rendre accessible au citoyen. Dans cette perspective, nous espérons créer une voix politique commune qui ferait de l'Europe un contre-pouvoir mondial légitime.

En ce qui concerne les « relations Nord-Sud », nous avons plusieurs propositions :

- la régulation du commerce des armes,
- l'investissement dans des structures éducatives, de santé et de solidarité,
- la promotion du commerce équitable en tant qu'outil de développement local évitant l'assistanat.

Si nous entrons dans le débat de l'immigration, nous voudrions tout d'abord aménager des structures d'accueil, d'écoute et d'orientation des personnes, afin de créer une filière légale d'immigration aux règles claires et définies.

Par ailleurs, nous souhaitons autoriser les droits et les devoirs des migrants, en particulier les droits des étudiants et le droit généralisé au travail.

Enfin, nous refusons fermement la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, dont les ambitions nous semblent anti-démocratiques et loin de l'idée républicaine.

D'autre part, nous attachons de l'importance à la reconnaissance de la mondialisation et de ses effets positifs. Mais, dans l'idée d'une mondialisation plus humaine, nous proposons la taxation des transactions financières et la modification des statuts de l'O.M.C. en donnant un véritable pouvoir de décision aux pays émergents et en voie de développement.

EMPLOI – FORMATION

Dans un premier temps, nous souhaitons adopter le Curriculum Vitae anonyme et imposer la justification concrète et précise de la part de l'entreprise en cas de refus et de licenciement. De plus, nous voulons promouvoir l'égalité et la parité, en particulier en termes de salaires et de responsabilités, afin de lutter contre les discriminations.

Nous souhaiterions aussi favoriser le retour à l'emploi par des formations automatiques et par des remises à niveau ciblées et systématisées, privilégiant ainsi un véritable suivi qui tendrait à réduire l'assistanat et à promouvoir l'investissement de chacun dans la société. Par ailleurs, nous imposerions aux entreprises de former leurs anciens employés pour les adapter aux nouvelles conditions, évitant ainsi les licenciements.

Ensuite, la primauté imposée au C.D.I. pour les grosses entreprises quelque soit l'âge des employés serait de mise. De même, nous envisagerions l'allègement des charges pour les PME-PMI qui promeuvent l'embauche, en particulier les jeunes, en C.D.I.

La question du financement des retraites doit, selon nous, passer aussi par d'autres sources que les charges salariales, pour compléter notre système de solidarité entre générations.

Enfin, nous souhaiterions revaloriser les filières manuelles notamment en sensibilisant le corps enseignant, les parents d'élèves et les étudiants, à la variété des sections et à la réalité du monde du travail.